

De l'exploitation de la rente forêt à la reproduction du capital d'exploitation

Exposé introductif

RUF François

CIRAD-SAR, Jakarta 12730, Indonésie

Si, du point de vue de l'agronome, on décompose le rôle de la forêt dans un cycle d'agriculture ou d'élevage, en excluant d'autres fonctions de la forêt comme le maintien de la biodiversité, on peut identifier plusieurs fonctions qui justifient la pratique de l'abattis-brûlis :

- limitation du recru de mauvaises herbes (de nombreuses communications telles que celles de P. Autfray, P. Levang, P. Petithuguenin, F. Ruf, L. Ségué et al., B. Triomphe ont encore rappelé qu'il s'agit bien de l'avantage principal apporté par la forêt et donc de la contrainte à lever lorsque la forêt régresse) ;
- économie de l'eau, à l'échelle de la parcelle (micro-climat, teneur en matière organique du sol, contribuant à une meilleure capacité de rétention en eau du sol) et probablement à celle de la région, notamment comme élément protecteur contre les vents asséchants ;
- protection contre l'érosion et le lessivage des sols ;
- limitation du développement de certaines maladies et ravageurs de la culture pratiquée après défriche-brûlis ;
- fertilisation du sol, c'est-à-dire enrichissement du sol : le brûlis d'une matière ligneuse abondante libérant de nombreux éléments minéraux pour les cultures.

Cette présentation est plutôt tirée de constats en sols de plateaux et de pente, mais s'adapte très bien à des sols de bas-fonds. Ainsi la communication de X. Bonneau montre très bien comment les problèmes de déforestation se multiplient sur les sols tourbeux, particulièrement fragiles (rôle de la forêt dans la formation des sols, direct par restitution de biomasse, indirect par régulation du niveau de la lame d'eau).

Cette présentation vient surtout d'une analyse de la plantation/replantation de cultures pérennes, et notamment du cacaoyer en Afrique de l'Ouest, mais elle semble très bien s'adapter à la problématique pâtures/élevages après défrichement de forêt amazonienne (c'est du moins une lecture possible des communications de O. Topall et J.F. Tourrand).

On peut aussi intégrer dans cette notion de "rente forêt" toutes les ressources naturelles exploitables avant et pendant le défrichement : ressources en protéines animales (gibier et poisson), produits végétaux alimentaires et médicinaux, ou tout simplement les ressources en bois de feu, et bois d'œuvre... sous réserve que les Etats n'excluent pas les familles d'agriculteurs de cette ressource, comme c'est souvent le cas en Afrique de l'Ouest pour le bois d'œuvre.

Cette dernière réserve permet d'introduire la dimension sociale et politique de la rente forêt. D'une part les règles institutionnelles interfèrent avec le degré d'exploitation de la rente forêt (équilibre entre l'optimisation de son emploi et son éventuel gâchis si certains revenus "partent en fumée" parce que les agriculteurs en sont exclus). D'autre part, l'obtention d'une rente forêt ne résulte pas seulement d'une ressource naturelle mais aussi d'un environnement écologique (autres rentes du milieu naturel), économique et institutionnel et, enfin, d'un savoir-faire se développant en fonction de ces environnements.

En général, les multiples avantages de la rente forêt contribuent à construire un premier capital se substituant au capital forêt, à base de travail et de rente forêt. Ce peut être un capital "arbre", "animal", "irrigation", etc. Souvent, la durée de vie de ce capital est mise en péril après un certain degré de raréfaction de la ressource "rente forêt", notam-

ment lorsqu'il conviendrait de renouveler le capital "culture pérenne".

En corollaire, tous les problèmes se cumulent au même moment, problèmes de renouvellement du premier capital construit et disparition de la rente forêt, facteur de production important. Mais sous l'impact de la déforestation, d'un premier cycle agricole ou d'élevage, sous l'impact de la saturation foncière, d'un éventuel manque de main-d'œuvre, d'environnements changeants, des innovations apparaissent tant technico-économiques que sociales. Dans certains cas, elles échouent, parfois parce qu'une crise économique s'associe à une crise écologique et sociale, souvent parce que les "erreurs politiques" contribuent à leur ôter leurs chances (voir les communications de F. Ruf et M. Zaroni sur certains effets pervers mais répétitifs de politiques économiques).

Discussion

LESCOT Thierry

CIRAD-FLHOR, CATIE, Turrialba, Costa Rica

Le thème étant relativement complexe, le débat a surtout porté sur des observations-compréhensions liées à la diversité des situations évoquées (Afrique, Asie, Amérique latine).

La notion d'agroforesterie et les modèles indonésiens d'agroforêt ont encore suscité de nombreuses questions et il est vrai que les domaines de validité de ces modèles restent à préciser, en comparaison avec d'autres modèles africains, latino-américains, etc.

Un des intérêts de ces agroforêts tient au maintien d'une biodiversité, certes inférieure à celle des forêts naturelles mais digne d'intérêt pour les communautés paysannes environnantes dans leur recherche d'adaptation aux marchés. Ce constat peut susciter des orientations nouvelles de recherche.

L'analyse des pratiques paysannes permet de faire émerger des solutions ou propositions techniques originales et généralisables à partir d'innovations parfois très locales, fruits du hasard et de la nécessité, (*Chromolaena odorata* + travail = fertilité, par exemple). C'est donc un des rôles de la recherche que d'aller chercher ces idées d'innovation durable directement auprès des agriculteurs, en particulier, pour les systèmes de production diversifiés. Il faut aussi identifier les conditions de leur adoption et de leur développement : adaptations techniques, recherche-développement, interventions sur le contexte (prix, structuration des

Dans d'autres cas, elles réussissent et contribuent à faire émerger de nouvelles formes de capitalisation.

Ainsi, après avoir été longtemps et aujourd'hui encore, mais dans une moindre mesure, une "mauvaise herbe" *Chromolaena odorata* est moins dénigrée par les planteurs d'Afrique de l'Ouest. Avec l'expérience, avec la nécessité de vivre avec, à coup d'innovations techniques, *C. odorata* deviendra peut-être un nouveau facteur de production très apprécié pour la replantation de cacao. Si une rente *C. odorata* apparaît, du moins sur certains sols, ce sera par innovation, par construction d'un nouveau savoir-faire d'agriculteurs, dans un certain environnement économique et institutionnel, lui-même en pleine évolution sous l'effet de facteurs endogènes et exogènes. Nous pourrions peut-être confronter cette approche aux situations que chacun d'entre nous connaît le mieux.

filières, droits fonciers, etc.) pour les faire prendre en compte dans les politiques agricoles des Etats.

Si ce contexte n'est pas très déterminant dans le développement des fronts pionniers spontanés, comme celui du cacao en Côte d'Ivoire, où les Etats ne jouent pas de rôle initiateur, il peut jouer un rôle beaucoup plus important pour des productions nécessitant un traitement industriel, un appareil de production lourd en capital (d'Etat ou de groupes privés).

D'une façon générale, après la première exploitation de la rente forêt (après l'abattis-brûlis et un premier cycle de cultures), la sécurité foncière est nécessaire à la mise en œuvre par les agriculteurs de solutions techniques, économiques et sociales au problème de la reconstitution de la rente forêt : jachères forestières, jachères à *Chromolaena*... Le statut de la terre évolue en fonction des dynamiques démographiques et sociales au plan régional et des innovations se font jour aussi dans ce domaine. Les interventions de l'Etat doivent en tenir compte pour ne pas annihiler et déresponsabiliser les populations rurales qui gèrent les ressources et les patrimoines fonciers et forestiers.

Si l'exploitation durable de la rente forêt et la reproduction du capital est plus facile dans les situations de faible à moyenne pression démographique, d'autres combinaisons de facteurs et de méthodes de recapitalisation peuvent apparaître à plus fortes densités de population comme le montrent les systèmes agroforestiers. Les modèles et discours simplificateurs doivent donc être proscrits.